

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: 5517 700 Fax: 5517844
Website: www.africa-union.org

SC6369

CONSEIL EXECUTIF

Vingtième session ordinaire

23 – 27 Janvier 2012

Addis-Abeba (Ethiopie)

EX.CL/719(XX) Add. 4

Original : Français

**L'INTEGRATION COMME FACTEUR DE LA
RENAISSANCE AFRICAINE**

(Point proposé par la République togolaise)

L'INTEGRATION COMME FACTEUR DE LA RENNAISSANCE AFRICAINE

1. Lors de la neuvième session ordinaire de leur Conférence qui s'est tenue du 1^{er} au 3 juillet 2007 à Accra (Ghana) et consacré au Grand Débat sur le Gouvernement de l'Union, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine ont adopté la Déclaration d'Accra sur le Gouvernement de l'Union [Assembly/AU/Decl.2 (IX)]. A cette occasion, ils ont exprimé leur conviction que, «**l'objectif ultime de l'Union africaine est la réalisation des Etats-Unis d'Afrique avec un Gouvernement de l'Union tel qu'envisagé par les Pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine**». Ils ont exprimé leur volonté d'apporter des réponses communes aux principaux défis de la mondialisation et leur souci de renforcer le processus d'intégration régionale à travers un mécanisme continental efficace.

2. Ce faisant, ils sont convenus d'accélérer l'intégration économique et politique du continent africain et ont reconnu l'importance d'associer les peuples africains, y compris les Africains de la diaspora.

3. Depuis cette date, la mise en oeuvre de ladite déclaration a donné lieu à une cristallisation des points de vue sur les modalités de la réalisation de l'intégration, pourtant reconnue par tous comme une nécessité, un impératif, une voie incontournable, susceptible de promouvoir le développement économique et social, la paix, la sécurité et le bien-être des populations africaines.

4. Les peuples africains, pour qui et au profit de qui toutes les stratégies sont conçues aux niveaux les plus élevés, vivent dans une angoisse permanente de voir leur continent, leur chère Afrique, sombrer dans la pauvreté, malgré ses innombrables richesses en ressources naturelles.

5. Aussi, les peuples africains ont-ils hâte de voir se réaliser leurs aspirations, à savoir, entre autres :

- la libre circulation des biens, des personnes et des services ;
- l'établissement des ressortissants d'un Etat membre d'une Communauté économique régionale (CER) sur le territoire de l'un quelconque des autres Etats membres ;
- l'avènement d'un commerce mondial juste et équitable pour leurs productions.

6. Ce sont là les attentes au quotidien de la majorité des Africains et qui conduisent à des doutes nourris de leur part, concernant les perspectives réelles de l'exécution du chantier de l'intégration, déterminante pour le développement de l'Afrique, pour une Afrique renaissante, pour la Renaissance africaine.

7. Afin de remédier aux échecs enregistrés jusqu'à ce jour, après plus de cinquante années d'indépendance des pays africains, il importe d'engager une nouvelle

dynamique de mise en oeuvre plus rigoureuse des politiques d'intégration régionale et africaine, conçues au sein des Communautés économiques régionales (CER) et de l'Union africaine (UA), et soutenues par une coordination stricte et suivie des initiatives et des programmes.

8. C'est dans cette perspective que s'est tenu le Colloque international organisé par "Pax Africana" sous le Haut Patronage du Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, sur le thème : "**L'Intégration comme facteur de la Renaissance africaine**". Ce Colloque a vu la participation d'éminentes personnalités africaines des milieux politique, économique, universitaire, de la société civile, du monde des affaires et de la diaspora, ainsi que des représentants de quelques Communautés économiques africaines et de l'Union africaine.

9. Les anciens Chefs d'Etat du Nigeria, de l'Afrique du Sud et du Ghana, en l'occurrence, leurs Excellences Olusegun Obasanjo, Thabo Mbeki et John Jerry Rawlings ont aussi pris part au Colloque.

10. Au cours de leurs travaux, les participants ont constaté avec regret que les CER et le NEPAD ne jouent pas suffisamment et efficacement leur rôle, et que le processus d'intégration pour lequel ils doivent oeuvrer est entravé par une multiplicité d'Institutions régionales et sous-régionales qui se chevauchent et font double emploi. Les participants se sont aussi rendu à l'évidence que pour aller vers une intégration continentale véritable, l'Afrique devra adopter une nouvelle approche plus audacieuse et plus réaliste, impliquant davantage les populations africaines, au sens le plus large, qui sont les premières concernées par l'intégration régionale et continentale et qui doivent, de ce fait, jouer leur rôle d'acteurs essentiels.

11. A l'issue de leurs travaux, les participants ont adopté la Déclaration ci-jointe, dans laquelle ils ont fait des recommandations à l'endroit des Etats membres, des Secrétariats des CER, de la Commission de l'UA, des acteurs économiques, des organisations de la société civile et de la diaspora en leur demandant de redoubler d'efforts pour accélérer le processus d'Intégration du continent en vue de son développement, de sa renaissance, pour son affirmation dans le concert des nations.

DECLARATION



paxafricana

FORUM PANAFRICAIN POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT

COLLOQUE INTERNATIONAL

**THEME: « L'INTEGRATION COMME FACTEUR DE LA
RENAISSANCE AFRICAINE »**

DECLARATION FINALE

Lomé, le 19 mai 2011

Plus de cinquante ans après l'accession de ses Etats à la souveraineté internationale, l'Afrique demeure le Continent le moins stable politiquement et le moins développé économiquement. De nombreux conflits et crises retardent son développement et le marginalisent dans le concert des nations.

Les diverses initiatives et actions engagées pour favoriser l'unité et promouvoir l'essor économique et social du continent en vue de répondre aux exigences des peuples n'ont visiblement pas réussi.

En dépit de ses réserves considérables en ressources naturelles, l'Afrique ne réussit pas à valoriser ses potentialités économiques et humaines afin de s'imposer sur la scène mondiale. C'est ainsi que diverses tentatives de politiques d'intégration régionale et continentale initiées n'ont pas contribué au progrès de la Renaissance africaine.

Face aux mutations qui manquent le monde avec la construction de grands ensembles politiques et économiques, l'intégration africaine est plus que jamais un impératif.

En vue de repositionner le continent sur la scène internationale et eu égard aux enjeux mondiaux actuels, PAX AFRICANA a organisé, à Lomé, du 17 au 19 mai 2011, un Colloque international portant sur le thème : « **L'Intégration comme facteur de la Renaissance Africaine** ».

Son Excellence Monsieur Faure Essozimma GINASSINGBE, Président de la République Togolaise, a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux de ce colloque, en présence des anciens Chefs d'Etat de la République Fédérale du Nigeria, Son Excellence Monsieur Olusegun OBASANJO, d'Afrique du Sud, Son Excellence Monsieur Thabo MBEKI et du Ghana, Son Excellence Monsieur John Jerry RAWLINGS.

Ont également pris part aux travaux de Colloque Monsieur Maxwell N'KWEZALAMBA, Commissaire chargé des Affaires Economiques de l'Union africaine, représentant le Président de la Commission de l'UA, Mme Beneta Joko TARR du Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO, représentant le Président de la Commission de la CEDEAO, Monsieur Souleymane CISSE, Président de la Commission de l'UEMOA ainsi que beaucoup d'autres éminentes personnalités africaines des milieux politique, économique, universitaire et des représentants de la société civile.

Les travaux du colloque ont offert à toutes ses personnalités l'occasion de procéder à un examen approfondi de la mise en œuvre des politiques d'intégration arrêtées depuis plus de trois décennies au niveau panafricain et des Communautés économiques régionales (CER).

Il a été reconnu que les objectifs créés n'ont pas été atteints, faute d'audace et de volonté politique.

C'est ainsi que les participants ont constaté avec regret que la « Déclaration d'engagement de Monrovia des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA », le Plan d'action de Lagos et son Acte final, le Traité instituant la Communauté économique africaine, ainsi que l'Acte constitutif de l'UA n'ont pas permis de réaliser l'intégration économique et politique du continent.

Il est donc apparu que le manque d'engagement politique conséquent pour conduire à un abandon minimal de souveraineté des Etats au profit des Communautés économiques régionales (CER) n'a pas pu favoriser la constitution d'un noyau fédérateur et d'un pôle unique de décision qui aurait permis à l'Afrique d'assumer son destin.

La multiplicité des institutions sous-régionales qui se chevauchent constitue aussi une entrave à l'intégration.

La libre circulation des personnes et des biens est toujours compromise par divers obstacles physiques et non physiques notamment l'obligation de visas pour aller d'un pays à un autre.

Faute d'une monnaie commune, les monnaies nationales, attributs de souveraineté mais aussi éléments essentiels du processus d'intégration, devraient pouvoir être convertibles dans les espaces économiques africains.

De l'avis général, il est entendu que, pour aller vers une intégration continentale véritable, l'Afrique devrait adopter une nouvelle approche plus audacieuse et plus réaliste, impliquent davantage les populations africaines qui sont les premières concernées par l'intégration sous-régionale et continentale et doivent, de ce fait, jouer leur rôle d'acteurs essentiels.

Il est donc de plus en plus évident que le développement du continent africain passe par une structuration tous azimuts du secteur privé qui doit être considéré comme le levier principal de la croissance, du développement et de l'émergence économique des Etats.

L'Afrique devrait encadrer et aider à l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs qui soit notamment en liaison avec la diaspora africaine.

La maîtrise de la science et de la technologie dans la vie quotidienne des citoyens doit avoir pour but, la réalisation de l'**idéal africain** tendant à bâtir une civilisation basée sur des fondements sûrs et propres à notre environnement. Cet idéal suppose que l'Afrique s'unisse et se développe pour connaître un nouvel âge d'or.

A la lumière de tout ce qui précède, les participants au Colloque :

1. déclarent que l'intégration économique et politique est pour l'Afrique un impératif et non un choix pour la Renaissance africaine ;

2. invitent notamment les Etats africains à abolir l'obligation de visas et à lever tout autre obstacle entravant la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace africain ;
3. invitent également les Etats africains à mettre en place un Observatoire de la libre circulation des personnes et des biens ;
4. exhortent les Etats africains à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la vulgarisation du concept de panafricanisme et de l'intégration africaine ainsi que des initiatives entreprises à cet effet afin de favoriser leur appropriation effective par toutes les franges des populations africaines.
5. recommandent l'introduction de l'enseignement des humanités classiques sur l'Afrique et ses valeurs culturelles dans les établissements scolaires et universitaires, ainsi que la création de centres panafricains d'excellence pour l'enseignement et la recherche ;
6. recommandent aux Etats africains d'accélérer le processus de création d'une monnaie unique africaine en commençant par assurer la convertibilité des monnaies existantes ;
7. recommandent de faire du secteur privé le principal levier de l'intégration et du développement de continent et de susciter l'évènement d'un réseau africain d'entrepreneurs et de la diaspora, de promotion de jeunes entrepreneurs et de créer un Conseil mondial de la diaspora africaine ;
8. invitent les Etats africains à assurer l'intégration sur la base des ressources financières endogènes, étant entendu que l'aide extérieure ne doit être qu'un appoint et non la source principale de financement des économies africaines ;
9. appellent les Etats africains à entreprendre une rationalisation rigoureuses des Communautés économiques régionales et une évaluation approfondie des regroupements régionaux en vue d'éliminer les doubles emplois, les chevauchements, les doubles appartenances etc., toutes choses qui entraînent une déperdition des efforts et des ressources et entravent sérieusement la marche vers l'intégration africaine ;
10. appellent également les Etats africains à quitter les sentiers battus qu'ils ont empruntés depuis leurs indépendances, et à faire un saut qualitatif en se regroupant au sein d'une Fédération ou d'une Confédération à partir des communautés économiques régionales auxquelles ils appartiennent ;
11. exhortent les Etats membres des Communautés économiques régionales à faire mettre en place un Comité d'experts de haut niveau pour mener une étude approfondie sur la question de la fédération ou de la confédération ;

12. invitent la Commission de l'Union africaine et les Secrétariats des Communautés économiques africaines à examiner cette question de collaboration avec Pax Africana et les autres organisations de la société civile africaine.

Il s'agit en définitive, pour l'Africain, de prendre sa revanche sur l'histoire en se repositionnant dans une stratégie de rupture afin de relever le défi du développement. Pour ce faire, il convient d'aller vers l'émergence d'un « consciencisme » afin d'aboutir à la création d'un Mouvement pour la Renaissance africaine.

Par ailleurs, au terme des travaux, les participants au Colloque ont tenu à adresser au Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, leur profonde reconnaissance pour avoir présidé la cérémonie d'ouverture de cette rencontre et pour son précieux soutien.

Ils ont également exprimé leurs chaleureuses félicitations à S.E.M. Edem KODJO, Président de Pax Africana, pour avoir initié et organisé ce Colloque qui a rassemblé autant de sommités africaines à Lomé sur un thème aussi pertinent pour l'avenir du Continent africain.

Fait à Lomé, le 19 mai 2011

Les Participants au Colloque

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

2012

The diaspora as Africa's sixth Region (Item proposed by the Republic of Senegal)

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/4153>

Downloaded from African Union Common Repository